

Débat national sur l'avenir de l'école.

samedi 13 décembre 2003

QUARTIER DE WAZEMMES (NORD).

Animatrice Madame Martine Dumont, médecin, en poste au rectorat.

30 personnes. (absence de Mr Comblez).

30 personnes présentes.

3 questions mises en examen :

- **Q15 : Comment lutter efficacement contre la violence scolaire ?**
- **Q13 : Comment prendre en charge l'enfant en difficulté ?**
- **Q17 : Comment améliorer la qualité de vie des élèves dans l'école ?**

Q13 : Que pourrait on faire pour les enfants en difficulté ?

Un enseignant de maternelle évoque le problème de l'absence du réseau d'aide (instituteurs qui viennent aider les élèves en difficulté). Normalement le réseau venait aider les enseignants après la définition de la difficulté chez les enfants, il n'y a plus d'aide.

Une enseignante regrette le peu de psychologues scolaires pour effectuer les bilans des enfants ainsi que des maîtres G.

Manque de moyens financiers pour la formation.

Un directeur donne une citation de l'OCDE : si on diminue les dépenses de fonctionnement il faut veiller à ne pas diminuer les services rendus ... quitte à demander une participation des parents

Les gens qui ont organisé le débat ne disent pas trop le but caché de ce débat.

Le livre blanc sur l'école prévoit de déréguler les systèmes éducatifs, de leur faire adopter une logique productive.

Ex : modèle britannique : l'état doit être un régulateur et pas donner des moyens.

Il dénonce le côté factice du débat, car les décisions sont prises à l'avance.

Une citation de Mr Ferry : en Grande Bretagne, les enfants sont toujours évalués pour voir la productivité de l'école et ainsi se voir affecter des moyens.

Citation de Mr Darcos : l'évaluation par des personnes extérieures semble nécessaire.

Enfin, pour traiter le sujet de la violence scolaire, il ne faut pas oublier la vie sociale extérieure en lien permanent.

Discussion sur l'intérêt du débat par l'animatrice ... il vaut mieux que l'on dise ce que l'on pense plutôt que de rester chacun de son côté.

Un parent se demande la véracité des CP dédoublés

Un directeur évoque les différents systèmes : CP dédoublé et aide d'un assistant d'éducation. C'est un dispositif expérimental qui doit être évalué.

Ex : dans les REP, un assistant d'éducation pour 3 CP.

Donc les participants demandent une augmentation du nombre d'adultes dans l'encadrement des enfants pour rendre plus efficace la pédagogie.

Une maîtresse E témoigne de son expérience positive de la réduction d'effectif.

Un directeur évoque la difficulté de traiter les résultats ce qui pourrait amener une conclusion orientée de ce système.

C'est un message entendu par certains participants.

Les élèves en difficulté ont besoin d'explications renouvelées, de guide plus présent ... on ne passe pas assez de temps avec eux.

Etude de Blaschford (?) « étude montrant un gain en lecture et en mathématiques... ».

Un enseignant en CE1 explique le fonctionnement du réseau d'aide. Les groupes de niveaux sont créés. Mais la différenciation à la fin du premier trimestre s'arrête car le réseau s'occupe du CP. Elle sera difficile à gérer par la suite.

Pour les élèves en grande difficulté, besoin de structures différentes.

Ex : un enfant qui a été déscolarisé se trouve sans structure par la suite.

Le travail en partenariat est demandé.

Une maman a placé son enfant en étude pour le mettre avec la maîtresse pour le faire travailler en petit groupe...mais c'est payant...donc il faut penser aux parents sans ressource. Son autre enfant s'est retrouvé dans une classe de 19 enfants et le bonheur de celui ci d'être dans un faible effectif.

Une institutrice pose une question sur le rôle de l'assistant social mais relève que sans accord des parents son rôle est très restreint.

Une maman pose le problème de son enfant en difficulté et le rôle des parents qui doit être important..

Il manque des places dans les écoles spécialisées où le suivi est assuré par différents types de personnels.

Elle se pose la question si cela va changer pour les enseignants et les écoles.

Les parents se rendent ils compte que cela ne fonctionne pas ... qui le dit, comment le parent en difficulté peut il savoir les difficultés ?

Pourquoi l'école reste un sanctuaire dans lequel les parents ne s'investissent pas ?

Une maman évoque un désinvestissement de la plupart des parents.

Un enseignant de lycée professionnel pense que l'on fait fausse route .. traiter du particulier au lieu du général, trouver un coupable .. ; l'idée c'est de savoir dans quelle société l'école intervient.

Ex : les parents qui ont un travail à horaires particuliers, le chômage qui grimpe, l'idée de croire en l'école comme signe de réussite est de moins en moins fréquente... c'est donc la faute du modèle social.

Un travail collectif (réseau, médecins, psychologue) pour permettre aux enfants de se trouver dans une situation de réussite, d'estime de soi.

Le temps doit être donné aux enseignants pour permettre ce travail.

BILAN : augmentation du personnel (réseau d'aide, assistant d'éducation 2 par école)

Plus de place dans les établissements spécialisés

Remplacement du personnel garanti (enseignants, ATSEM)

Diminution de l'accueil des 2 ans dans les écoles (déscolarisation des enfants et diminution du repérage des difficultés des enfants)

Ecole possible dès 2 ans et obligatoire à partir de 3 ans.

Les participants refusent la démolition du système éducatif actuel.

A niveau européen on donne 5% de PIB des pays, ce ne serait pas scandaleux de l'augmenter à 10% ou plus....phase de diminution de crédits ...

Q17 : Comment améliorer la qualité de vie des élèves à l'école ?

Un enseignant évoque l'expérience d'un lycée rénové mais sans personnel pour entretenir celui ci ... dégradation, non installation, non fonctionnement des locaux rénovés.

Une maman demande la qualité de vie dans le primaire, est ce possible.

Le recrutement des assistants d'éducation et la stabilité de l'équipe pédagogique est un facteur important pour la qualité de la vie.

Il faut donc de vrais fonctionnaires, non des contractuels, pas de contrats précaires.
Les participants pensent que tout est déjà déterminé, décidé à l'avance ... et un enseignant regrette le peu d'effectif de l'assemblée.

En mai, juin, il y a eu lutte mais les participants regrettent que le pouvoir, les médias, et finalement les parents étaient contre le mouvement revendicatif.

Il faut prendre le pouvoir de dire son mécontentement.

Pas de confiance dans un ministère qui réduit le nombre d'adultes dans les écoles.

Les conditions d'accueil des 2 ans ne sont pas bonnes et cela donne des motifs pour les fermer .. ; il faudrait des classes passerelles entre les deux structures.

Cela pose problème pour une participante car cela sort du domaine de l'éducation nationale (mairie ..)

Un enseignant évoque la continuation de la lutte, des éléments d'informations sur les mouvements de grève dans l'école ont été effacés, nettoyés ... on ne peut plus se permettre de rester dans la silence...du manque de personnel, du dysfonctionnement du système éducatif.

Il faudrait que les informations soient écrites de façon permanente dans les écoles.

Un parent d'élève se demande si la qualité du dialogue avec les parents est importante pour la qualité de la vie des élèves.

Elle relève que l'école ne tient pas en compte du bien être physique : la formation de l'enseignant, les rythmes scolaires, le sport à l'école...et l'éducation réellement physique.

Il y a de moins en moins d'espace pour la pratique du sport.

Pour revenir aux actions de mai juin, la pire des violences aurait été de ne pas se battre.

Distinction entre savoirs et compétences : on veut faire de l'école un lieu où on acquiert de la compétence et non un savoir émancipateur.

On considère que le savoir est périssable et on veut que les élèves deviennent des salariés productifs.

Dans ces conditions, l'épanouissement des élèves est - il le but de l'état ?

Formation inefficace et insuffisante.

Un éducateur par groupe scolaire est recommandé.

Dans l'école élémentaire, la formation continue par les conseillers pédagogiques peut être très utile.

Ce qu'il nous manque dans les écoles, c'est surtout un travail d'équipe donc du temps donné aux enseignants.

La qualité de vie des élèves passent aussi par la qualité de la vie des enseignants.

La valorisation des enseignants est importante.

Un suivi des élèves (type CPE) pourrait être étudié par école avec un statut de fonctionnaire.

Un manque de liens entre les services sociaux et les enseignants est signalé.

L'école doit - elle être le carrefour de tous les services sociaux ... ?

La collectivité doit reprendre certaines missions qui se sont trouvées de fait adjointes aux fonctions des enseignants.

Problème des soins donnés aux enfants et aux droits des enseignants et de leur responsabilité.

Q15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Comment veut on que l'école ne soit pas le miroir de la société (violence aux salariés, contre les services publics, contre les fonctionnaires ...) Cette violence fait que les autres existent ;

Vouloir résoudre les problèmes de violence à l'école sans se poser les questions extérieures ... équivaut à un totalitarisme de pensée.

Une maman pose la question de la différence de l'école par rapport au 19 e siècle ?

Il existe déjà des signes de violence ...

Pourquoi la violence entre dans l'école ?

La lutte contre l'incivilité passe par le respect des enseignants par les parents également.

Un enseignant insiste quand même sur le rôle des enseignants, la politesse de ceux ci (bonjour) , le travail fait en équipe,

La connaissance par les parents du travail fait par les enseignants, les réunions d'enfants où se règlent les problèmes de comportement.

Il faut instituer le respect entre les adultes, entre les enfants et les adultes.

Les problèmes de violence doivent ils être résolus par des initiatives individuelles, locales ou une réponse globale à des problèmes de société.

Ambiguïté sur cette réponse globale, et nécessité d'agir localement.

Développement d'une éducation au respect ... et importance d'établissement à taille humaine.

Face à l'incivilité, on peut réduire celle ci au quotidien.

Mais il faut se poser la question des moyens par rapport à la société.

Le système D des enseignants à résoudre les problèmes de violence du quotidien est indispensable mais pas suffisant.

Le point favorable du débat c'est la communication, l'échange d'informations entre les parents , les enseignants et les différents acteurs.